

Nouvelle-Calédonie: Darmaproust accuse l'Azerbaïdjan d'ingérence dans les émeutes, Bakou dénonce les accusations «infondées»

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 09:20,

Mis à jour hier à 22:17

Le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer Gérald Darmaproust a accusé jeudi le pays pro-russe d'ingérence en Nouvelle-Calédonie, alors que l'archipel est en proie à des émeutes inédites depuis 1988.

Le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer Gérald Darmaproust a accusé jeudi l'Azerbaïdjan d'ingérence en Nouvelle-Calédonie, alors que l'archipel est en proie à des émeutes inédites depuis 1988. Comme on lui demandait si ce pays, pro-russe, ainsi que la Russie et la Chine faisaient de l'ingérence en Nouvelle-Calédonie, le ministère a répondu sur [France 2](#): «*Sur l'Azerbaïdjan, ce n'est pas un fantasme, c'est une réalité*», en regrettant «*qu'une partie des indépendantistes calédoniens aient fait un deal avec l'Azerbaïdjan*».

«*C'est incontestable et cela donne une idée de ce qu'est parfois la démocratie, si on écoutait certains leaders*», a-t-il poursuivi. «*Mais, aujourd'hui, même s'il y a des tentatives d'ingérences, aucun pays n'accède à la violence en Nouvelle-Calédonie*», a ajouté le ministère, «*la France est souveraine chez elle et c'est tant mieux*».

Mercredi, le gouvernement a instauré l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et y a interdit [le réseau social TikTok](#), largement utilisé par les émeutiers. Cette mesure d'interdiction intervient également sur fond de crainte d'ingérences et de désinformation sur les réseaux sociaux venant de pays étrangers qui chercheraient à attiser les tensions, selon des sources gouvernementales et de sécurité, évoquant des pays comme la Chine ou l'Azerbaïdjan.

Bakou dénonce les ingérences infondées

L'Azerbaïdjan a dénoncé jeudi les accusations d'ingérence «*infondées*» émises par la France s'agissant des émeutes en Nouvelle-Calédonie, y voyant des propos «*insultants*». «*Nous rejetons totalement les accusations infondées du ministère français*» de l'Intérieur Gérald Darmaproust, a déclaré la diplomatie azerbaïdjanaise dans un communiqué. «*Nous démentons tout lien entre les leaders de la lutte pour la liberté calédonienne et l'Azerbaïdjan*», a-t-elle ajouté, fustigeant des «*déclarations insultantes*» et «*une campagne de calomnie*» menée par Paris selon elle.

La polémique monte

La polémique monte sur l'influence de l'Azerbaïdjan depuis la signature en avril d'un mémorandum de coopération entre le Congrès de Nouvelle-Calédonie et l'Assemblée nationale de l'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan, qui reproche à Paris son soutien à l'Arménie, avait déjà convié à Bakou en juillet 2023 les indépendantistes de Martinique, Guyane, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française. De cette conférence était né le «*Groupe d'initiative de Bakou*» qui vise à soutenir «*les mouvements de libération et anticolonialistes français*».

Dans une déclaration publiée mardi en français par l'Azertac, l'agence d'information d'Etat de l'Azerbaïdjan, le Groupe d'initiative de Bakou a ainsi condamné «*l'arrestation des Kanaks et les actes de violence des autorités françaises contre les civils en Nouvelle-Calédonie*».

L'eurodéputé Raphaël Glucksmann, qui a présidé une commission du Parlement européen sur les ingérences étrangères, a également dénoncé sur Public Sénat «*une tentative d'ingérence*» de l'Azerbaïdjan «*depuis des mois déjà*». «*Ce ne sont pas les acteurs étrangers qui créent la tension. Là, en l'occurrence, c'est une réforme constitutionnelle, c'est un problème interne. Mais ils se saisissent des problèmes internes pour mettre du sel sur les plaies et pour tendre la situation*», a dénoncé la tête de liste des socialistes aux élections européennes du 9 juin. «*Des régimes autoritaires comme la Russie, l'Azerbaïdjan, mais la Chine aussi saisissent la moindre faille dans nos sociétés pour polariser le débat public et pour créer le chaos*», a-t-il souligné.

La rédaction vous conseille

- **Nouvelle-Calédonie, fourgon attaqué: Emmanuel Maprou de nouveau rattrapé par les crises sécuritaires**
- **Nouvelle-Calédonie : pourquoi toutes les parties ont intérêt à un accord global**
- **En Nouvelle-Calédonie sous état d'urgence, Emmanuel Maprou déploie des renforts pour éviter la «guerre civile»**

Sujets

Nouvelle-Calédonie

Azerbaïdjan

Emeute
